

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 06/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS

ZONE ARTISANALE EN GRAIN
39360 Chassal-Molinges

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005900905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS implanté ZONE ARTISANALE EN GRAIN 39360 Chassal-Molinges. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2024, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée au cours des mois de mars et avril 2024.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES SAS
- ZONE ARTISANALE EN GRAIN 39360 Chassal-Molinges
- Code AIOT : 0005900905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES exploite sur le territoire de la commune de CHASSAL-MOLINGES (39 360) - zone artisanale "en Grain", des installations de fabrication et de peinture de pièces plastiques à destination du secteur de l'automobile.

Les installations sont régulièrement autorisées depuis 1987 et sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n° AP-2018-08-DREAL du 09 février 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	1 mois
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande d'action corrective	1 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société EUROSTYLES SYSTEMS MOLINGES exploite un parc de 19 équipements sous pression. Les contrôles de l'Inspection ont porté sur quelques équipements choisis par sondage dans la liste établie par l'exploitant.

Parmi les 3 équipements contrôlés, l'inspection a identifié un équipement en retard d'inspection périodique (cf fiche de constat n°2). L'exploitant dispose d'un mois pour mettre en conformité l'équipement et transmettre la copie du compte-rendu d'inspection périodique.

La liste des équipements sous pression n'est pas conforme aux dispositions réglementaires (cf fiche de constat n°1) et plusieurs incohérences et manquements réglementaires ont été relevées en lien avec les équipements contrôlés. Les constats effectués font état de défauts de déclarations de mise en service et de contrôle de mise en service, d'un retard d'inspection périodique et de dossiers d'exploitation incomplets.

A la suite du changement de direction et de responsable de maintenance, un suivi des équipements a été mis en place. La mise à jour technique et réglementaire de la liste des équipements sous pression permettra de rendre le suivi plus rigoureux, avec une planification des échéances de contrôle.

10 non-conformités ont été relevées. L'exploitant transmettra ses éléments de réponses dans un délai d'un mois à compter de la réception de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste informatisée de ses équipements (EUROSTYLE SYSTEMS MOLINGES – Equipements sous pression). Non-conformité : la liste des équipements sous pression ne répond pas aux dispositions du III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Non-conformité : pour le récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n°6737247 (vérifications par sondage) la liste précise que la pression maximale admissible est de 350 b alors qu'elle est de 360 b. Non-conformité : la date de la dernière requalification de la cuve X-PAUCHARD n°V4100 indiquée dans la liste ainsi que dans le dossier de suivi de l'équipement est 01/03/2019 alors que la date de requalification frappée sur l'équipement est 03/01/2023. L'attestation de requalification n'est pas disponible (cf fiche de constat n° 5)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra à jour de manière exhaustive sa liste d'équipements sous pression, en cohérence avec les dispositions réglementaires applicables et les caractéristiques techniques des équipements. A noter que la date de mise en service d'un équipement, lorsqu'elle est avantageusement indiquée dans la liste des équipements susvisée, permet un suivi réglementaire précis de l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
Constats : <p>Les contrôles de l'Inspection ont porté sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b ;- cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ;- cuve SICCTech n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b. <p><u>1) Réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b :</u></p> <p>Le dossier d'exploitation indique que l'équipement est de 2005 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée le 08/08/2022.</p> <p>La date de la prochaine inspection périodique est le 08/08/2022 + 4 ans = 08/08/2026.</p> <p>L'équipement est à jour de ses contrôles périodiques.</p> <p>L'équipement a fait l'objet d'une déclaration de mise en service, mais pas d'un contrôle de mise en service.</p> <p>Non-conformité : le <u>récipient WORTHINGTON-BAUER n° 6737247</u> n'a pas fait l'objet du contrôle de mise en service réglementaire (non-conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017). A noter que cette non-conformité est rédigée à titre indicatif, car elle ne peut pas être soldée, l'équipement ayant fait l'objet d'opérations de requalification périodique depuis sa mise en service. La mise à jour de la liste des équipements (cf. fiche n° 1) devra permettre de ne plus dépasser les délais réglementaires.</p>

2) - Récipient cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b- Récipient cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :

Le dossier d'exploitation indique que la date de construction de l'équipement est 1988 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée en date du 01/03/2019. Le dossier ne mentionne pas de dates d'inspections périodiques.

Consécutivement, à la requalification périodique de l'équipement, une inspection périodique aurait dû être menée dans un délai de 4 ans consécutivement à la requalification, soit avant le 01/03/2019 + 4 ans = 01/03/2023

Non-conformité : la cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l est en retard d'inspection périodique.

3) Récipient cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :

Le dossier d'exploitation :

- indique que la date de construction de l'équipement est 2020 et qu'il a été mis en service le 06/11/2020 ;
- mentionne qu'il n'y a eu ni déclaration de mise en service, ni contrôle de mise en service ;
- ne précise pas de date d'inspections périodiques.

Le dossier contient toutefois un compte-rendu d'inspection périodique réalisée par le prestataire HP2S en date du 20/03/2024. L'inspection a été réalisée dans un délai supérieur au délai réglementaire autorisé étant donné l'absence de contrôle de mise en service. La 1^{re} inspection périodique aurait dû être réalisée avant le 06/11/2020 + 3 ans c'est-à-dire avant le 06/11/2023.

Non-conformité : la 1^{ère} inspection périodique de la cuve SICC TEch n° 2002454015 a été réalisée dans un délai supérieur à 3 ans consécutivement à la mise en service.

A noter que cette non-conformité est rédigée à titre indicatif, car elle ne peut pas être soldée. La mise à jour de la liste des équipements (cf. fiche n° 1) devra permettre de ne plus dépasser les délais réglementaires.

Non-conformité : l'équipement n'a pas fait l'objet de déclaration de mise en service, ni de contrôle de mise en service (non-conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017).

A noter que cette non-conformité est rédigée à titre indicatif, car elle ne peut pas être soldée, l'équipement ayant fait l'objet d'une inspection périodique se substituant dans le temps au contrôle de mise en service. La mise à jour de la liste des équipements (cf. fiche n° 1) devra permettre de ne plus dépasser les délais réglementaires.

L'exploitant précise que le suivi des équipements sous pression a été repris lors du dernier changement de direction et de responsable maintenance. Des dossiers d'exploitation ont été créés et un suivi a été mis en place avec l'aide du prestataire HP2S.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- réalisation d'une visite d'inspection périodique pour la cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ;
- compléter l'ensemble des dossiers d'exploitation et les tenir à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Les contrôles de l'inspection ont porté sur les équipements suivants : - récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b ; - cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ; - cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b. 1) - récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b : La dernière opération de contrôle ayant été réalisée est une requalification périodique. De ce fait, il n'y a pas eu d'examen documentaire de compte-rendu d'inspection périodique. <u>2) - Récipient cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2000 l – PS= 10b- Récipient cuve X-PAUCHARD – n°V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :</u> L'équipement est en retard d'inspection périodique (cf. non conformité sur fiche n° 2). De ce fait, il n'y a pas eu d'examen documentaire de compte-rendu d'inspection périodique. <u>3) Récipient cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :</u> Le compte-rendu d'inspection périodique examiné est celui relatif à la visite du 20/03/2024. Le compte-rendu mentionne les caractéristiques de l'équipement, fluide...) et conclut sur le maintien en service de l'équipement. Non-conformité : le compte-rendu conclut sur le maintien en service de l'équipement avec une vérification documentaire satisfaisante alors que l'équipement n'a pas fait l'objet de déclaration

de mise en service, ni de contrôle de mise en service. (cf. fiche de constat n° 2) Par ailleurs, le compte-rendu indique la présence d'un état descriptif alors que l'équipement dispose d'un certificat de conformité à la directive n° 2014/29/EU du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
- apporter les corrections nécessaires au dossier d'exploitation et au compte-rendu d'inspection périodique de la cuve SICC TEch n° 2002454015 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>

Constats :

Les contrôles de l'inspection ont porté sur les équipements suivants :

- récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b
- cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b
- cuve SICCTEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b

1) Récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b :

Le dossier d'exploitation indique que l'équipement est de 2005 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée le 08/08/2022.

L'équipement est à jour de requalification périodique.

la date de requalification frappée sur l'équipement est 08/08/2022.

2) - Récipient cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2000 l – PS= 10b- Récipient cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :

Le dossier d'exploitation indique que la date de construction de l'équipement est 1988 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée en date du 01/03/2019.

Non-conformité : la date de la dernière requalification de la cuve X-PAUCHARD n° V4100 indiquée dans la liste ainsi que dans le dossier de suivi de l'équipement est 01/03/2019 alors que la date de requalification frappée sur l'équipement est 03/01/2023.

L'équipement est toutefois à jour de requalification périodique.

A noter que le compte-rendu de requalification périodique n'est pas disponible (cf. fiche de constat n° 5)

3) Récipient cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :

Le dossier d'exploitation indique que la date de construction de l'équipement est 2020 et qu'il a été mis en service le 06/11/2020.

L'équipement est à jour de requalification périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mise en cohérence de la liste des équipements sous pression et du dossier d'exploitation de la cuve X-PAUCHARD n° V4100 avec la date de requalification frappée sur l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p>Les contrôles de l'inspection ont porté sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b ;- cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ;- cuve SICCTech n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b. <p><u>1) Récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b :</u></p> <p>Le dossier d'exploitation indique que l'équipement est de 2005 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée le 08/08/2022.</p> <p>L'attestation de requalification périodique a été délivrée par le prestataire HP2S. L'attestation délivrée n° 2022/08/08/03 précise que le prestataire dispose de l'agrément requis délivré par l'organisme habilité APAVE (n° agrément AP-SE-19-AQ-00021).</p> <p>Le document précise les références de l'équipement, les contrôles réalisés et conclut sur le fait que la requalification périodique est prononcée, sans réserve. Le document est signé.</p>

2) - Cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :

Le dossier d'exploitation indique que la date de construction de l'équipement est 1988 et que la dernière opération de contrôle périodique est une requalification prononcée en date du 01/03/2019.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas du compte-rendu de requalification périodique correspondant à la date frappée sur l'équipement (03/01/2023).

L'inspection n'a donc pas pu réaliser de contrôle sur l'attestation de requalification périodique.

3) Cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :

Le dossier d'exploitation indique que la date de construction de l'équipement est 2020 et qu'il a été mis en service le 06/11/2020.

L'équipement datant de moins de 10 ans, aucune attestation de requalification périodique n'est disponible pour un contrôle documentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- récupérer le compte-rendu de requalification périodique du 03/01/2019 de la cuve X-PAUCHARD – n° V4100.
- transmettre la copie du compte-rendu à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Les contrôles de l'Inspection ont porté sur les équipements suivants : - récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b ; - cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ; - cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b. <u>1) récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b</u> L'équipement n'est pas calorifugé et aucune dégradation ou déformation n'est apparente. Les marquages sont cohérents. <u>2) cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :</u> L'équipement n'est pas calorifugé et aucune dégradation ou déformation n'est apparente. L'équipement est frappé de la date de requalification du 03/01/2023 ; il y a incohérence avec la date spécifiée dans le dossier d'exploitation (cf. fiche 4). <u>3) cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :</u> L'équipement n'est pas calorifugé et aucune dégradation ou déformation n'est apparente. Les marquages sont cohérents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Les contrôles de l'Inspection ont porté sur les équipements suivants : - récipient de réserve d'air comprimé WORTHINGTON-BAUER n° 6737247 – V=50 l – PS= 360 b ; - cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b ; - cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b ; - cuve CORDIVARI n° P176675 - V=863l - PS= 11b. 1) <u>le récipient WORTHINGTON-BAUER n° 6737247</u> ne dispose pas d'accessoires de sécurité visibles. Ceux-ci sont installés directement sur le compresseur, mais n'ont pu être visualisés. 2) <u>cuve X-PAUCHARD – n° V4100 – V=2 000 l – PS= 10b :</u> La cuve dispose d'une soupape visualisée lors de la visite de terrain. Celle-ci est tarée à 10 b. 3) <u>cuve SICC TEch n° 2002454015 – V= 900 l – PS= 11b :</u> La cuve dispose d'une soupape visualisée lors de la visite de terrain. Celle-ci est tarée à 11 b. 4) <u>cuve CORDIVARI n° P176675 - V=863l - PS= 11b:</u> La cuve dispose d'une soupape visualisée lors de la visite de terrain. Celle-ci est tarée à 11 b.
Type de suites proposées : Sans suite